

Madame la Directrice Générale,

Le monde connaît un contexte économie et politique sans précédent depuis le début du 21ème siècle et qui rappelle malheureusement les sombres heures de l'histoire.

Les premiers impacts se font ressentir en France.

Le prix des carburants atteint un niveau jamais connu.

C'est dans ce cadre que les agentes et agents des Finances publiques continuent à assumer le rôle de service public.

Ce sont ces même agentes et agents qui sont victimes des politiques publiques qui ont réduits le nombre de structures, qui refusent l'augmentation du point d'indice et qui suppriment la GIPA. En 25 ans, c'est plus 25% de perte de pouvoir d'achat !

L'augmentation des carburants vient achever les collègues qui sont déjà exsangues.

Pour la CGT Finances Publiques, il faut d'ores et déjà prendre des mesures afin de protéger le pouvoir d'achat des agentes et agents de la DGFIP.

Certaines directions ont d'ailleurs déjà pris des décisions afin de protéger leurs agentes et agents notamment en autorisant la mise en place de télétravail dit « exceptionnel ».

La CGT Finances Publiques demande que des dispositions soient prises afin que chaque agentes et agents de la DGFIP, dès lors qu'ils ou elles en feront la demande, puissent bénéficier de jours de télétravail supplémentaires.

Concernant les agentes et agents dont les missions ne sont pas télé-travaillables, la CGT Finances Publiques demande, qu'à titre exceptionnel, durant la période de cette crise, une journée d'ASA leur soit attribuée par semaine.

A défaut d'accéder à ces demandes, l'administration doit participer aux frais de déplacement .

Ces mesures ne peuvent être que transitoires.

L'État doit intervenir pour empêcher la spéculation et protéger la population. Il est tout à fait possible par la loi d'encadrer les prix des carburants, de taxer les profits exceptionnels des grands groupes et d'utiliser cet argent pour financer des mesures utiles de justice sociale et environnementale.

Par ailleurs, la CGT revendique :

- des augmentations générales de salaires ;
- l'encadrement des prix de l'énergie ;
- une fiscalité plus juste ;
- la fin des superprofits ;
- des investissements publics pour réduire les dépenses contraintes.

En attente de votre retour rapide sur une situation grave et urgente,

Pour la CGT Finances Publiques

Fanny De Coster

Secrétaire générale